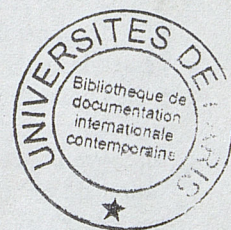


# bulletin

bimensuel



## EL SALVADOR : ACCORD FMLN-GOUVERNEMENT

Managua, 1er oct (ANN). Le 25 septembre, après dix jours d'intenses négociations auxquelles a participé le Secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, le gouvernement salvadorien et le FMLN ont signé un "accord général de paix". Si cette signature permet un certain optimisme, on ne peut éviter de se demander comment réagiront les Forces armées, fortement remises en cause par cette étape de la négociation.

L'Accord de New York prévoit:

-La création d'une Commission nationale pour la consolidation de la paix (COPAZ), chargée de contrôler la mise en oeuvre des accords. La COPAZ sera formée de deux représentants du gouvernement dont un des Forces armées, de deux représentants du FMLN et d'un représentant de chaque parti ou coalition présent à l'Assemblée. L'Archevêque de San Salvador et un délégué de l'ONU auront la qualité d'observateurs.

-L'épuration des Forces armées; elle sera menée par une commission à créer.

-La réduction des Forces armées; elle sera menée selon des critères et un ca-

lendrier qui feront l'objet d'un accord ultérieur.

-La redéfinition de la doctrine des Forces armées; elle sera révisée en fonction d'un accord ultérieur et devra être fondée principalement sur la défense de la souveraineté nationale, dans le cadre du respect des droits de l'homme et de la subordination aux autorités constitutionnelles.

-La nouvelle formation des Forces armées; selon l'accord signé à Mexico en avril 91, cette formation devra insister sur la soumission aux autorités constitutionnelles et le respect des droits de l'homme.

-La création d'une Police nationale civile et le démantèlement des actuels corps de sécurité; le personnel de la Police sera renouvelé après évaluation de chacun de ses actuels membres et par l'intégration de nouveaux policiers; l'indépendance de la Police vis-à-vis du ministère de la Défense fera l'objet d'un amendement constitutionnel.

-La poursuite de la Réforme agraire; les propriétés seront limitées à 245 hectares; les terres confisquées feront l'objet d'une indemnisation et seront distribuées aux paysans pauvres ainsi

### SOMMAIRE

El Salvador : accord FMLN-gouvernement

El Salvador : les conditions de la paix

El Salvador : l'impunité continue

Recompas : la lutte pour la paix

La recontra promet... Négociations autour de la privatisation

Qui annule la dette de qui?

Monseigneur des pauvres

Préparez-vous, gens de Mateare

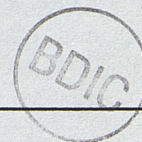
Rencontres FSLN-solidarité

Droits de l'homme : drôle de choix

Le retour des vampires?

Cuba et l'Eglise

En bref



40 P 11481

que les terres de l'Etat qui ne sont pas des réserves forestières; les propriétés attribuées dans les zones de guerre seront respectées.

-L'ouverture d'un forum de concertation économique et sociale.

Une prochaine rencontre a été prévue à la mi-octobre afin de parvenir à un accord politique complet et à un cessez-le-feu.

Sans l'admettre explicitement, le gouvernement salvadorien a donc admis qu'il y avait "match nul" entre les deux forces militaires et que l'unique issue était la démocratisation de la société. Pour la première fois, la question des Forces armées a été abordée et le gouvernement a dû reculer. Le FMLN, qui ne s'est encore engagé formellement à aucun désarmement, voit la majorité de ses exigences reprises par l'accord de New York. La démocratie formelle est d'autre part rendue possible par les réformes constitutionnelles du système judiciaire et électoral accordées au cours des précédentes rencontres. Mais comment l'épuration d'une des armées les plus répressives du continent pourra-t-elle être menée? C'est là un des problèmes les plus complexes posés par le processus de paix mais si l'on parvient à une démilitarisation et à une démocratisation effectives, la lutte armée du peuple salvadorien n'aura pas été vaine.

#### EL SALVADOR : LES CONDITIONS DE LA PAIX

**Managua, 16 sept (ANN/Barricada).** A la veille de participer à New York aux négociations avec le gouvernement salvadorien, l'un des principaux dirigeants de la guérilla, Joaquin Villalobos, a analysé dans Barricada les conditions d'une véritable pacification du pays. Nous vous proposons certains extraits de sa contribution.

"La situation actuelle est positive pour le FMLN. Pourtant, les événements de l'Europe de l'Est et la défaite électorale du sandinisme ont donné à penser qu'il fallait faire traîner les négociations, maintenir la pression militaire et attendre l'affaiblissement du FMLN. Mais il s'agit d'une illusion idéologique. Le FMLN n'a jamais dépendu du camp socialiste. Celui-ci appuyait des Etats et non des mouvements de libération. Cuba était trop loin pour offrir un appui logistique. La zone géopolitique d'influence sur le FMLN a été l'Amérique latine, l'Europe occidentale et les Etats-Unis avec un éventail de courants religieux, libéraux, socio-démocrates, révolutionnaires et même conservateurs.

En réalité, même si cela semble contradictoire, la politique de Reagan a favorisé le FMLN. S'il n'y avait pas eu d'intervention nord-américaine en Amérique centrale, nous n'aurions peut-être jamais pu obtenir d'aide. La fin de la guerre froide, avec les changements réalisés au sein du FMLN, est finalement plus positive que négative. Il

faut se rappeler que la même vague de démocratisation a fait tomber le mur de Berlin, a détrôné Pinochet au Chili, Duvalier à Haïti, est en train de renverser l'apartheid en Afrique du Sud et a porté un coup mortel au militarisme et aux oligarchies d'Amérique latine.

Ce moment d'équilibre des forces militaires doit être choisi pour une négociation juste. S'il n'en est pas ainsi, il y aura à nouveau tension militaire car les deux parties chercheront à démontrer l'accumulation de leurs forces. Ce rapport de forces rend impossible un désarmement unilatéral du FMLN. Il est exclu d'imposer à une force qui a acquis la psychologie d'une armée un accord qui, directement ou indirectement, établit sa défaite militaire alors que celle-ci n'a pas eu lieu sur le terrain.

Sur le plan politique, il est pratiquement impossible d'avoir confiance en la transformation d'un pouvoir militaire qui repose sur les officiers actuels. La droite salvadorienne a prouvé avec le temps que son armée est capable des pires atrocités. Pour cela, lui donner la possibilité de maintenir son hégémonie sur la société serait un suicide. Ce qui est en jeu, ce ne sont pas les intérêts du FMLN mais la future hégémonie de la société civile sur les forces militaires.

Un autre élément à prendre en compte est que dix ans de guerre ont donné naissance au sein du FMLN à un secteur d'intérêts qui a un poids spécifique dans le processus et auquel on ne peut imposer de décision qui ne corresponde au fruit de l'effort réalisé. Cette constatation doit être également prise en considération par la direction du FMLN qui ne peut imposer une issue allant à l'encontre des intérêts de sa base. La force militaire insurgée est presque totalement paysanne et il existe entre elle et les intérêts stratégiques de la paysannerie une unité pratiquement indissoluble qui s'exprime non seulement dans les zones de conflit mais dans tout le territoire. Cela explique pourquoi le FMLN, malgré ses morts, n'a jamais cessé de croître. La base sociale paysanne sait en général que l'existence de cette force militaire est la garantie qu'on ne lui enlèvera pas ses terres et qu'elle pourra en conquérir davantage. En revanche, l'armée gouvernementale a manifesté bien clairement aux paysans qu'elle représente les propriétaires terriens en les expulsant des terres qu'ils occupent.

La participation du FMLN à la transformation des Forces armées est l'unique chemin d'une réelle pacification. Le cas du FMLN est totalement distinct de celui de la Colombie et du Nicaragua. Les forces de la guérilla ont détruit des bataillons entiers; elles ont pris et détruit des casernes stratégiques et ont mis l'armée en déroute à de multiples occasions. D'autre part, dans plusieurs zones du pays, elles exercent l'autorité depuis des années et cette autorité est reconnue par la population. Ces forces disposent d'un avantage politique et militaire qui rendrait impraticable tout accord fondé sur perte. Beaucoup de sang a coulé et personne n'acceptera d'être désarmé

si la force opposée reste institutionnellement en armes. La négociation est un jeu sérieux et elle implique d'accepter la réalité et de la transformer en accord. L'unique solution pour que la lutte armée du FMLN perde sa raison d'être historique réside dans une réforme agraire profonde et dans des mesures qui révolutionnent radicalement les Forces Armées. Mais l'oligarchie refuse de poursuivre cette réforme agraire et les militaires ne veulent pas être jugés.

#### EL SALVADOR : L'IMPUNITE CONTINUE

Managua, 3 oct (ANN). Le procès des militaires coupables de l'assassinat de six jésuites, de leur employée et de sa fille a été mené tambours battants. Il s'est terminé par l'acquittement de sept d'entre eux, qui n'ont fait "qu'obéir aux ordres" alors que deux officiers, dont le colonel Benavides, ont été reconnus coupables. L'armée s'est déclarée satisfaite et le président Cristiani a envisagé une éventuelle amnistie. L'Ordre des Jésuites a fait savoir que ce jugement ne réglait rien car les véritables responsables n'étaient pas sur le banc des accusés. L'impunité continue au Salvador et l'armée a imposé une fois de plus sa loi, contre toute justice.

Des centaines d'observateurs internationaux, diplomates et journalistes étaient venus assister au premier procès dans l'histoire du Salvador dirigé contre des militaires accusés d'assassinats politiques. Sur le banc des accusés : quatre officiers, deux sous-officiers et trois soldats jugés pour "assassinat, terrorisme et actes préparant au terrorisme". La majeure partie d'entre eux appartient au bataillon Atlacalt, célèbre pour ses exactions. Le colonel Benavides, ancien directeur de l'Ecole Militaire, était en 1989 responsable d'un commando de sécurité dans la zone où les crimes ont eu lieu. Selon les aveux d'un des accusés, le colonel Benavides les aurait réunis la nuit du 16 novembre et leur aurait dit : "Aujourd'hui, c'est eux ou nous. Nous allons commencer par les têtes. L'Université est sur notre secteur. Je ne veux pas de témoins".

L'Ordre des Jésuites, qui s'est porté partie civile dans le procès, rejette le verdict et demande que la justice s'en prenne aux auteurs intellectuels du crime. "Nous exigeons la vérité, car c'est pour elle que sont morts nos compagnons", a déclaré l'actuel Recteur de l'Université, le Père Francisco Estrada. Le représentant des Jésuites en Amérique centrale a accusé l'armée d'avoir entravé la justice tout au long de l'enquête. Au cours de son homélie, l'évêque auxiliaire de San Salvador, Monseigneur Rosa Chavez, a déclaré qu'il fallait "continuer à chercher au-delà des inculpés". Selon lui, "l'impunité continue mais elle est entrée en crise".

Ce procès, qui s'est déroulé au lendemain de l'accord signé entre le gouvernement salvadorien et la guérilla était considéré comme un premier test de la reprise du con-

trôle de la société civile sur le pouvoir militaire. En évitant d'asseoir sur le banc des accusés les véritables coupables, qui sont à chercher au sein du haut commandement des Forces armées, ce jugement destiné à calmer l'opinion publique et le Congrès des Etats-Unis - peu regardant en la matière - protège l'ensemble du système répressif salvadorien ainsi que ses alliés de Washington et va à l'encontre du processus de paix. Le quotidien étatsunien Miami Herald a réagi vigoureusement au verdict de San Salvador et à la question "qui manquait-il sur le banc des accusés?", il répond : "Tant que Washington enverra des moyens de subsistance aux assassins qui forment le corps criminel dirigé par les autorités militaires salvadoriennes, notre gouvernement partagera la culpabilité avec tous ceux qui n'ont pas été jugés et devraient l'être".

#### RECOMPAS : LA LUTTE POUR LA PAIX

Managua, 23 sept (ANN/Barricada/El Nuevo Diario). Il y a déjà plusieurs semaines, des groupes de sandinistes ont repris les armes au nord et au nord-ouest du pays. Jusqu'à il y a une quinzaine de jours, ils s'étaient peu manifestés. Mais les premiers heurts avec la recontra ont eu lieu dans la Région VI. Les deux quotidiens proches du FSLN, Barricada et El Nuevo Diario, ont rencontré certains groupes et ces reportages éclairent la nature du phénomène des "recompas".

#### "NOUS NE SOMMES PAS EN PAIX"

Le Bataillon Cesáreo Blandón, qui porte le nom du chef du Bataillon Pantasma tombé pendant la guerre dans une embuscade de la contra, s'est regroupé dans les montagnes du nord, vers Wiwilí, Pantasma et El Cuá, zone où opèrent les recontras. "Nos vies sont en danger, nous n'avions pas d'autres solutions" explique "Aguila", le chef du "Groupe 14 septembre" appartenant au Bataillon. En effet, la situation est tendue dans le secteur de Pantasma. "Les paysans nous soutiennent, car la paix n'existe pas, il n'y a aucune sécurité". Et c'est là la première raison qui a fait reprendre le maquis aux membres du Bataillon. "Les recontras nous surveillent, le Front sandiniste le sait bien. On nous dit de rester calmes et de prendre patience, mais ce calme et cette patience n'existent que pour ceux d'en haut". La recontra est devenue une menace réelle pour les sandinistes et les anciens militaires de l'Armée populaire sandiniste. "J'ai été pendant 5 ans dans un Bataillon de lutte irrégulière (BLI) et quand je suis revenu à la vie civile j'ai reçu des menaces de mort", explique Aguila. Ses compagnons d'armes ont la même histoire: ils ont un père, des frères assassinés, leur famille est constamment menacée et eux-mêmes sont recherchés. "Nous ne voulons pas la guerre. Mais s'ils nous attaquent nous répondrons". Selon ce groupe, l'assassinat du Capitaine Meza et de sa secrétaire, tombés dans une embuscade en juin dernier, ainsi que celui du capitaine Lacayo, tué il y a quelques semaines par un sbire de Virgilio Go-

doivent pendant un meeting, ont décidé beaucoup d'hommes à "reprenre la montagne". C'est pourquoi leur première revendication est le désarmement immédiat de la recontra et des civils. *"Nous luttons pour une démocratie qui permette aux paysans de se déplacer librement sur les chemins, dans leurs champs"*.

Ce n'est cependant pas leur unique demande. Ils exigent aussi du gouvernement qu'il respecte les promesses qu'il avait faites aux militaires rendus à la vie civile dans le cadre de la réduction des Forces armées. *"On nous a trompés. L'armée ne veut rien savoir de nous et toute l'aide va aux anciens contras"*.

#### LA TERRE ET LA SECURITE

La Colonne Pedro Altamirano demande également que l'aide promise aux anciens militaires soit donnée mais ce groupe a des revendications politiques plus larges. Niant toute relation avec le FSLN, ses membres luttent pour défendre les acquis de la Révolution. *"Face au revanchisme des députés de l'UNO qui essaient de changer les lois pour porter préjudice au peuple, face aux menaces de mort qui cernent les paysans et les anciens officiers de l'armée, nous avons repris les armes pour annoncer au peuple qu'il n'est pas seul, que nous veillons sur ses intérêts et pour lancer un avertissement à la bourgeoisie (...) Nous ne permettrons pas que les paysans soient dépouillés de leur terre par les grands propriétaires (...) Nous demandons un plan économique juste qui évite que les paysans perdent leur terre parce qu'ils sont obligés de les hypothéquer en faveur des banques"*.

La Colonne, qui se déplace dans la région de Malpaisillo, regroupe 150 hommes, anciens militaires, paysans et ouvriers. Ils ne veulent pas d'affrontement avec la recontra - *"Ce n'est pas de leur faute, ce sont des paysans comme nous"* mais revendiquent cependant le droit à la riposte.

#### CONTENIR LA RECONTRA

Le Mouvement d'autodéfense révolutionnaire (MAR) opère près de Yali (Région VI). Il s'est constitué après l'assassinat par la recontra d'au moins une dizaine de personnes, mais une partie de ses membres signalent en outre qu'ils ont été dépouillés de leurs terres soit par décision des autorités locales de l'UNO soit sous la menace de groupes contras. Leur action consiste à établir un cordon de sécurité autour de Yali et d'autres villages du secteur pour empêcher la recontra d'attaquer. Ils prennent soin d'expliquer leurs positions à la population et s'adressent également aux démobilisés de la contra qui ont reçu des terres et les cultivent, leur expliquant qu'ils n'ont rien à craindre d'eux. La population sait qu'ils sont là, sur les chemins, et il semble qu'il existe un vaste réseau de soutien qui fournit renseignements et nourriture.

Le MAR a déjà eu un affrontement le 26 septembre avec

deux groupes recontras qui ont maintenant quitté la zone. Un des responsables, "Moises", avait averti: *"Si nous détectons la présence de recontras, nous ouvrirons le feu"*. Un des objectifs est également de mettre la main sur le chef recontra "Indomable", accusé d'avoir assassiné le capitaine Meza. Le MAR a annoncé qu'il allait étendre sa présence à d'autres secteurs pour obliger la recontra à fuir dans des régions éloignées et mettre fin à la pression exercée sur les paysans.

#### LES VERITABLES CAUSES

Après les premières déclarations publiques des recompas, un membre de la Direction nationale du FSLN, Luis Carrión, a pris position dans Barricada. Il regrette la tolérance et l'impunité dont jouissent les recontras et souligne que les négociations entreprises avec eux par le gouvernement n'ont fait que leur offrir légitimité et publicité. Pour lui, les recompas, dont l'existence est *"la conséquence logique"* de situation et qui ne font que défendre leur vie, ne peuvent être mis sur le même plan que ceux qui veulent *"imposer une volonté politique"*. Il estime que la création de la Commission de désarmement risque de *"n'être qu'une occasion de faire des discours pleins de bonnes intentions mais inefficaces et de se faire de la publicité dans les médias"*. Il faudrait s'en prendre aux véritables causes, *"le vide d'autorité, l'impunité dont bénéficient les délinquants, le manque de crédibilité des autorités civiles et militaires, les harangues revanchistes, l'insécurité des propriétaires et l'aggravation de la crise socio-économique"*.

#### CADRE ANNEXE

##### L'AFFAIRE LACAYO, UN EXEMPLE D'IMPUNITE

Le 18 août, l'ancien officier de l'Armée populaire sandiniste Francisco Lacayo était tué par balles au cours d'un meeting du vice-président Virgilio Godoy à San Isidro (Matagalpa). Le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH), dirigé par Vilma Nuñez, a enquêté sur cette affaire, découvrant tout d'abord que le dossier, plus d'un mois après, n'avait pas été remis par la police à la Justice, contrairement à ce qui avait été affirmé par les policiers de Sébaco. Le CENIDH a envoyé son rapport la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Il lui demande de solliciter du gouvernement nicaraguayen qu'il explique les raisons de ce retard, qu'il mène une enquête sur les circonstances de cet assassinat et établisse la responsabilité de l'assassin et d'éventuelles autres personnes.

Le rapport du CENIDH établi pour sa part que Francisco Lacayo, pris de boisson, s'est limité à proférer des insultes à l'égard de V. Godoy et qu'il a été tué de 5 balles par un ancien garde somoziste et ancien contra, Ricardo Davila, qui était descendu de la tribune où il présidait le meeting en qualité de représentant de la "Résistance". Il

souligne que V. Godoy, après les faits, a appelé la foule à poursuivre le meeting et que le corps de F. Lacayo est resté sur le sol jusqu'à ce que les manifestants se dispersent. Plus tard, on a tenté de faire croire que la victime avait essayé de monter à la tribune, ce qui est faux.

Le CENIDH demande aux autorités compétentes pourquoi des militants participent armés à un meeting, pourquoi on permet à certains fonctionnaires d'avoir leur propre corps de sécurité, qui de fait sont des paramilitaires se substituant à la protection officielle que la police doit offrir aux hommes publics. Elle demande également l'arrestation de R. Davila, qui selon des affirmations non confirmées, se cache dans une maison de sécurité des partisans de V. Godoy, et l'éclaircissement de ses liens avec le vice-président afin de savoir s'il s'agit d'un de ses partisans ou d'un de ses gardes du corps.

#### LA RECONTRA PROMET...

Managua, 4 oct (ANN). A la veille d'installer la Commission de désarmement dans la région de Matagalpa-Jinotega, le 1er octobre, le ministre de l'Intérieur Carlos Hurtado s'est réuni avec les principaux chefs de la recontra qui ont garanti qu'ils suspendraient temporairement leurs activités militaires durant leurs négociations avec le gouvernement et qu'ils appuieraient le désarmement. Cette promesse a été précédée par une recrudescence des actes criminels dans plusieurs régions du pays, et suivie, deux jours plus tard, par une série d'attaques de coopératives :

-le 21 septembre, un jeune handicapé de guerre est dévalisé et assassiné dans la région du Chontales;

-le 23 septembre, une coopérative est attaquée à quelques kilomètres d'Esteli, dans le Nord; un paysan est tué et un autre blessé; une embuscade est tendue à la Police partie enquêter sur les lieux deux jours après;

-le 23 septembre, deux coopératives sont attaquées à Condega, dans le nord; un paysan est tué;

-le 26 septembre, la localité d'El Sauce, dans la région d'Esteli, est attaquée; dans l'affrontement avec les forces de l'ordre, un contra est tué et un policier blessé;

-le 28 septembre, un paysan est assassiné dans la région de San Juan de Limay, dans le nord;

-le 3 octobre, deux coopératives sont attaquées dans la Région VI, l'une près de Matiguas où un paysan sandiniste est assassiné, l'autre près de Pancasan; cette attaque est menée par un des chefs qui participaient à la réunion avec le ministre de l'Intérieur; le même jour, une coopérative est attaquée près de Rama, dans la Région V et l'affrontement avec les Forces armées fait un mort du

côté contra et un autre du côté des militaires.

Des membres de la recontra qui opèrent dans le nord du pays ont révélé que leurs groupes sont approvisionnés en armes par hélicoptères, depuis leurs anciennes bases honduriennes dont les pistes aériennes ont été réouvertes. Les autorités militaires ne se sont pas prononcées sur ce fait, confirmé par des paysans de la région.

Le FSLN, qui participe aux commissions de désarmement, a demandé que celles-ci s'en prennent en premier lieu aux groupes armés en activité, quelle que soit leur couleur politique. Interrogé sur le processus de désarmement, le ministre de l'Intérieur n'a pas voulu dire s'il toucherait en priorité les groupes recontras ou non. Le 2 octobre, le pays était quadrillé par les forces de l'ordre, barrages de la police et de l'armée sur toutes les routes et dans les villes, fouilles systématiques des véhicules et de certaines maisons, y compris à Managua. Les autorités espèrent-elles mettre fin au conflit militaire qui a déjà fait plus de deux cents morts depuis la fin officielle de la guerre en désarmant quelques civils ou n'est-ce qu'une opération publicitaire de plus ? En tout cas, cela n'a pas empêché la recontra d'attaquer trois coopératives le lendemain.

#### NEGOCIATIONS AUTOUR DE LA PRIVATISATION

Managua, sept (ANN). Le gouvernement et le FNT mènent d'intenses négociations dans le cadre de la privatisation de plus de 300 entreprises d'Etat. Le FNT se bat pour garantir la participation des collectifs ouvriers et contre la restitution des entreprises aux anciens propriétaires, majoritairement des alliés intimes de Somoza.

Contre la volonté du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), le gouvernement et les syndicats se sont entendus au cours de la concertation pour reconnaître le droit des travailleurs à 25 % de la propriété des entreprises industrielles et agricoles à privatiser. Les ouvriers peuvent décider eux-mêmes de la forme que prendra cette participation. Il est possible par exemple que des collectifs s'unissent pour concentrer leur participation dans quelques entreprises d'une même branche au lieu de la disperser dans un grand nombre, comme l'explique le coordinateur du FNT Lucio Jimenez. "Il faudrait que les ouvriers rassemblent leurs actions. Cette procédure non seulement garantirait une plus grande rentabilité mais aussi empêcherait que de gros investisseurs réduisent l'influence des travailleurs". Le crédit est également un problème. Le gouvernement n'en accorde plus au secteur industriel nationalisé et l'aide financière internationale ne peut être attribuée qu'au privé. Pour Lucio Jimenez, il n'y a aucune raison pour refuser l'accès au crédit aux entreprises qui sont aux mains des ouvriers. Sinon, le gouvernement violerait les accords de concertation.

C'est fin septembre que le FNT et le gouvernement ont entrepris les négociations sur la privatisation et la participation des travailleurs. Elles se sont ouvertes avec le cas de sept entreprises (entreprise alimentaire El Caracol, la savonnerie Prego, Intercasa, INCA, Delmor, les laboratoires pharmaceutiques Solka). Depuis plus d'un an, six d'entre elles sont dirigées par les collectifs d'employés. Malgré la résistance du gouvernement et des anciens propriétaires, les ouvriers ont réussi à maintenir la production et à éviter les licenciements massifs. Les responsables syndicaux de la savonnerie Prego, à Granada, ont annoncé qu'ils veulent toute la propriété de l'entreprise et qu'ils ne rendront rien aux anciens propriétaires. Il s'agit de deux familles qui exigent 95 % des actions, alors que le gouvernement sandiniste a investi 4 millions de dollars dans l'achat de nouvelles machines et que les travailleurs ont réussi à augmenter la production. *"Nous sommes sûrs que les 250 ouvriers de la savonnerie auraient été renvoyés si nous avions permis la restitution de l'entreprise"*, souligne le responsable syndical Alejandro Quiroz.

#### LES OUVRIERS DEVIENNENT ACTIONNAIRES

Comme l'a indiqué Lucio Jimenez, la majorité du personnel des entreprises d'Etat formeront des sociétés anonymes dont ils éliront les présidents et détermineront la contribution minimum des ouvriers pour leur fondation. C'est ainsi que les ouvriers deviendront actionnaires. Cependant ils devront payer leur participation si on ne parvient pas à un accord qui reconnaisse les heures supplémentaires effectuées pour maintenir la production pendant la guerre.

Les 900 travailleurs de la fabrique de bière Victoria sont déjà actionnaires de la société "Investissement ouvrier de la fabrique de bière Victoria, société anonyme" (INTRACERVISA) moyennant le paiement d'une contribution de 400 cordobas (80 dollars), payable en deux fois pour ceux dont les revenus sont les plus bas. *"L'appartenance à l'un ou l'autre des syndicats n'a aucune importance pour la participation à la propriété, qui n'est soumise qu'à la contribution financière"*, explique Lucio Jimenez qui précise: *"Si un syndicat ne veut pas lutter pour récupérer sa part dans une entreprise, nous tenterons de le convaincre car on ne peut permettre de perdre des postes de travail sans lutter. Cependant la décision finale revient à l'assemblée des travailleurs"*.

Quant aux entreprises agricoles d'Etat, une partie a été attribuée à des militaires licenciés et aux démobilisés de la contra et une autre aux ouvriers. Le gouvernement a vendu la CARNIC, qui jusqu'en 79 était propriété de Somoza, pour 5.2 millions de dollars à un groupe de petits, moyens et grands éleveurs ainsi qu'aux travailleurs de l'entreprise. 60 % du prix de vente est remboursable sur 10 ans. Chaque actionnaire a payé une contribution de 5 000 cordobas (1 000 dollars). La nouvelle direction provisoire de ce qui est devenu la "Coopérative Nuevo Car-

nic" est composée à la fois d'éleveurs et d'employés de l'entreprise. A. Lacayo, vice-ministre de la présidence, a estimé que ces nouvelles relations de propriété sont un succès de la concertation.

Il est prévu dans les entreprises agricoles que les syndicats et les membres de la direction forment des commissions d'administration et de contrôle. Ce sont elles qui détermineront avec les ouvriers la nouvelle forme de propriété et dirigeront la production. Jusqu'à présent, quelques 10 000 ouvriers agricoles et travailleurs temporaires ont reçu 135 189 hectares de l'ancien secteur d'Etat. La remise des machines, des cultures et du bétail pose cependant problème. La Corporation nationale du peuple (CORNAP), institution qui régit le secteur d'Etat, ne veut pas donner ces biens mais les louer. L'autre problème concerne les ressources financières. Seules les entreprises du café et du coton ont reçu un peu d'argent. Selon Edgardo Garcia, dirigeant de l'Association des travailleurs agricoles, le gouvernement devrait demander à certains pays l'annulation partielle de la dette nicaraguayenne et remettre l'argent aux ouvriers agricoles. La Libye serait disposée à accepter.

#### LE PROBLEME DES RESTITUTIONS

Il y a quelques jours, le gouvernement a annoncé qu'il rendrait les entreprises d'Etat à leurs anciens propriétaires et qu'il n'acceptait pas de négocier avec les syndicats. Le FNT et le Congrès permanent des travailleurs (CPT, groupement de syndicats pro-gouvernementaux) ont annoncé que si le gouvernement ne modifiait pas sa décision ils quitteraient la table des négociations. *"Nous défendrons les accords de concertation, a déclaré Lucio Jimenez, mais si le gouvernement les viole, la concertation et tous les efforts pour maintenir la stabilité seront terminés"*. Le FNT estime en effet que rendre des entreprises aux anciens partisans de Somoza permettrait la reconstruction du pouvoir économique du somozisme et pourrait entraîner dans l'avenir la reconstitution de son pouvoir politique. *"Pour ne pas avoir à les combattre demain, nous devons livrer la lutte aujourd'hui"*, explique Lucio Jimenez.

#### QUI A ANNULE LA DETTE DE QUI ?

Sergio Ferrari

Managua, 26 sept (ANN). Malgré l'euphorie du gouvernement nicaraguayen et l'optimisme de la Maison Blanche, l'annulation de 259,5 millions de dollars de la dette nicaraguayenne par l'administration Bush ne délivre le pays que d'un minuscule pourcentage de ce qu'il doit. Cette partie de la dette, presque entièrement contractée par les Somoza entre 1950 et 1979, représente en effet moins de 3 % du total - qui s'élève à 9 milliards de dollars - et seulement 28 % de la dette au Club de Paris.

Pour n'importe quel économiste, il est évident que non seulement cette dette de Somoza n'a pas à être payée mais qu'elle n'a pas à être exigée. Impossible de ne pas voir dans ce geste des Etats-Unis le prix de l'arrangement récent passé avec le Nicaragua pour qu'il renonce aux réparations de guerre exigibles à la suite de la sentence de La Haye et évaluées à 17 milliards de dollars. "C'est le Nicaragua qui a annulé la dette des Etats-Unis", a estimé le quotidien *El Nuevo Diario*. Le ministre de la coopération extérieure Ervin Krugger, interrogé par l'ANN, s'est félicité quant à lui de cette mesure, en reconnaissant qu'il s'agissait là du résultat d'une négociation bilatérale.

*Sergio Ferrari: Quelle importance le gouvernement nicaraguayen donne-t-il au geste des Etats-Unis ?*

Ervin Krugger: Cela nous met en meilleure situation pour obtenir les ressources extérieures dont nous avons besoin pour reconstruire le pays. En novembre, nous allons renégocier avec le Club de Paris. Nous espérons que s'ouvriront ainsi les portes des pays qui peuvent financer notre développement et qui ne le font pas actuellement à cause de notre dette.

*SF: La décision du gouvernement des Etats-Unis d'annuler cette dette est exceptionnelle car elle devance de deux mois la discussion du Club de Paris dont ce pays fait partie.*

EK: Au sein du Club, les pays négocient en effet de manière globale. La décision des Etats-Unis relève d'un appui spécial.

*SF: Comment cela s'explique-t-il ?*

EK: Je crois que la réunion du groupe des Sept à Londres a eu une grande importance. Le président Mitterrand, entre autres, a signalé la nécessité de soulager les pays fortement endettés et appauvris. Le président des Etats-Unis a tenu compte de cette remarque.

*SF: Comment s'explique le fait que le Nicaragua parvienne à ces progrès dans le règlement de sa dette.*

EK: Notre gouvernement a une position très attirante. C'est celui de la réconciliation. Le monde entier se réconcilie, l'Est et l'Ouest, le capitalisme et le marxisme, les deux Allemagnes... La proposition de Doña Violeta tombe dans l'arène internationale à un moment particulier et il devient intéressant d'appuyer un pays qui est un modèle de ce que peut être une politique de réconciliation.

*SF: L'annulation bilatérale de cette dette avec les Etats-Unis semble échapper à la théorie prônée par d'importants secteurs tiers-mondistes et qui défend une négociation globale de la dette de la part des pays pauvres.*

EK: Oui, il en est ainsi.

## MONSEIGNEUR DES PAUVRES

Une entrevue avec le Père José Arias Caldera, par Sergio Ferrari.

Managua, 21 sept (*ANN/El Nuevo Diario*). José Arias Caldera, plus connu sous le nom de "Monseigneur des pauvres", vient de célébrer ses 50 ans de sacerdoce dans sa paroisse de Ciudad Jardin : 50 années au service des déshérités et aux côtés de ceux qui luttent.

*Sergio Ferrari : Qu'est-ce qui vous a mené au sacerdoce ?*

José Arias Caldera : Lorsque je suis entré au Séminaire, à 19 ans, l'année même de l'assassinat de Sandino, j'étais habité par un immense idéal. Je voyais dans le sacerdoce un moyen de servir, d'être partie prenante des entreprises humaines. L'Evangile me poussait dans cette direction. Je dois reconnaître que j'ai toujours été un peu extrémiste et que j'étais attiré par un dévouement total. Peut-être que maintenant cela me fait peur, mais à cette époque, en pleine jeunesse, je voulais me donner sans limites. J'étais ému par le Christ qui ne propose ni privilège ni confort. Je suis entré au Séminaire avec ces idées. Après mon ordination en 1941, j'ai vécu ainsi, sans privilèges et je n'ai jamais appartenu à une paroisse riche.

*SF: Vous avez rappelé que la mort de Sandino a correspondu dans le temps à votre entrée au Séminaire. Etiez-vous alors pleinement conscient de la signification de l'action de Sandino et des répercussions qu'elle pourrait avoir au Nicaragua ?*

JAC: Oui, surtout quand nous nous sommes rendus compte des circonstances de sa mort, qui a été un assassinat atroce. Nous avons clairement compris le sens du sacrifice de cet homme.

*SF: Que signifie réellement pour vous le sandinisme ?*

JAC: Le sandinisme prend toute son importance lorsqu'on part de l'option pour les pauvres, de ce que doivent être la participation du prêtre aux tâches humaines, son observation et son expérience de la vie des plus humbles, de sa quasi impuissance face à la situation sociale. Carlos Fonseca a expliqué les idées de Sandino et le sens de son travail dans la montagne, sa lutte contre l'intervention nord-américaine, sa décision de se joindre aux paysans pauvres, aux analphabètes. Lorsqu'on analyse cela, et Fonseca le fait très bien, on comprend qu'il y a là un mouvement capable de prendre la tête de la lutte face aux structures politiques dominantes et aux exploités. Nous avons compris qu'il y avait un espoir pour les pauvres. Moi qui avais vu mourir des paysans faute de médicaments, je voyais toute l'importance de ce mouvement. Et j'ai eu la chance, grâce à mon ami German Gaitan qui amena Carlos Fonseca chez moi, d'avoir un contact direct avec le FSLN.

*SF: A l'heure des bilans, y a-t-il quelque chose dont vous vous repentiez?*

JAC: Tout ce que je déplore est de ne pas avoir participé plus activement à tout cela. A cette époque, j'aidais surtout les étudiants. Par exemple après le massacre des étudiants de Leon, nous avons fait des collectes, nous avons soutenu les familles des blessés. Les jeunes se réunissaient à la cure, ils cachaient là leurs drapeaux. C'était arrivé aux oreilles du président, à l'époque Luis Somoza. Le gouvernement a alors demandé à mon supérieur de m'expulser de la paroisse et j'ai eu 24 heures pour la quitter. Peu de temps auparavant, nous avons lancé l'idée d'un plébiscite pour démettre Somoza. C'était la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

*SF: Comment voyez-vous le présent? Vous sentez-vous, dans une certaine mesure, désespéré?*

JAC: Désespéré non, mais honnêtement, je le vois comme une des étapes les plus difficiles que traverse l'option pour les pauvres. Pourtant je pense que la majorité va continuer à faire du FSLN la force d'opposition au capital, au pouvoir, à l'hégémonie, au monopole. Comme le pouvoir économique appartient à une minorité, il faudra se battre. C'est un moment de véritable lutte. Daniel Ortega dit que c'est plus facile aujourd'hui, mais je pense moi que c'est plus difficile. Auparavant, la réalité était différente. Il y avait beaucoup d'espoir dans la jeunesse grâce aux projets du Front sandiniste, et cela malgré les erreurs. Il y avait des réalisations prometteuses et le fait qu'il se passe quelque chose de nouveau suscitait l'intérêt du monde entier. Nous en avons assez de la bourgeoisie, des traditions, du conservatisme, des chemins tout tracés que nous connaissons jusqu'à la satiété et qui ont produit tant de souffrance et d'amertume dans le monde. Mais aujourd'hui, les ennemis connaissent le sandinisme. Ils savent également comment se sont effondrés les autres grands projets. Ils savent comment faire face et essaient de faire le vide. Mais ils ne pourront pas faire le vide dans le peuple. Celui-ci sait ce qui est en train de se passer et se rend compte que l'on est revenu au passé. Il continue à être le protagoniste de son histoire, à espérer sa résurrection, sa libération, à maintenir cet espoir et encore plus maintenant qu'il a fait les deux expériences : celle du FSLN et celle d'aujourd'hui, c'est-à-dire le retour au passé. Parce que, j'insiste, ce que je vois aujourd'hui est la même chose que ce que j'ai vu pendant 40 ans de somozisme.

*SF: Que signifie être chrétien au Nicaragua aujourd'hui?*

JAC: Cela signifie poursuivre l'engagement de ceux qui croient en l'Evangile. Les pauvres, qui constituent l'immense majorité de l'humanité, doivent récupérer leur possibilité de défense et pour cela, il faut une force de subversion, un soulèvement d'en bas pour s'opposer à la puissance qui domine l'humanité. L'Evangile est clair là-dessus. Il n'est pas suffisant d'obéir aux commande-

ments. Le riche a dit : "J'ai obéi aux commandements" et Jésus lui a répondu : "Vends tout ce que tu possèdes, donne l'argent aux pauvres et suis-moi". Nous ne pouvons suivre le Christ avec les poches pleines. Il y en a beaucoup qui, s'ils connaissaient le Christ, le détesteraient. Personne à Wall Street, aucun actionnaire des banques internationales n'évoquerait le christianisme s'il connaissait Jésus qui dit qu'on ne peut servir Dieu et l'argent.

## PREPAREZ-VOUS, GENS DE MATEARE

**Managua, 27 sept (ANN).** Même s'il est vrai qu'au Nicaragua le degré de mobilisation de la population n'est plus celui que l'on a connu pendant la Révolution, les efforts du passé n'ont malgré tout pas été vains. Mateare, bourgade des environs de Managua où la municipalité sandiniste et le Mouvement communal poursuivent leur travail d'organisation, en est un exemple.

Mateare compte aujourd'hui environ 20 000 habitants. De par sa position géographique, à 30 km à l'est de la capitale, elle a attiré des entreprises assez importantes et la majorité de sa population travaille dans le secteur industriel. Mais c'est une commune rurale qui compte de nombreux agriculteurs (petits éleveurs, coopératives, paysans pauvres), sans compter les employés du projet Chiltepe, une entreprise d'Etat de production de lait. Enfin, la pêche dans le lac Xolotlan occupe encore une partie de sa population active, bien que ce secteur soit en déclin à cause de la pollution des eaux et de la disparition des principales espèces. La crise se ressent ici comme ailleurs et le chômage s'élève à presque 40 % de la population active.

*"Au cours de l'année 1990, nous avons essayé d'organiser les gens, mais c'était presque impossible à Mateare comme dans tout le reste du pays. Les actions communautaires ont repris pourtant cette année, tout d'abord autour du choléra",* explique Angélica, chargée des projets de coopération dans cette municipalité. La prévention du choléra a en effet mobilisé de nouveau les énergies.

## LA CAMPAGNE CONTRE LE CHOLERA

*"Préparez-vous, gens de Mateare Pour le choléra, préparez-vous On dit qu'un Salvadorien Est déjà tombé au tapis Lavez vos assiettes et vos mains Et tout ce que vous mangez Je vous le dis en frère..."*

Cette chanson, dont les paroles sont du maire Pedro Ortiz et la musique - une "ranchera" - d'un des chefs de chantiers municipaux, Don Samuel, est assez significative de la façon dont est menée la campagne contre le choléra. Différentes structures et organisations y participent: la mairie, le Centre de santé, le Mouvement communal, le FSLN, les conseillers municipaux sandinistes. Ceux de l'UNO ne se sont pas intégrés au travail, "sans doute par-



ce qu'ils ressentent cette campagne comme une initiative des sandinistes", explique Angélica. Le Mouvement communal a créé des comités de santé, qui traitent les questions de salubrité mais aussi celle de l'électricité, de l'école ou de la réfection des chemins. "En réalité, le Mouvement communal, tout comme le FSLN, avait perdu de sa crédibilité à cause de l'attitude de quelques individus dont les méthodes et le comportement moral laissaient à désirer. C'était des gens qui avaient entrepris des projets sans les mener à bout et sans rendre pour autant compte des aspects financiers, ou bien qui convoquaient la population à des réunions et ne s'y présentaient pas. C'est pour cela qu'au début, les gens ne répondaient pas aux appels du Mouvement communal. Celui-ci a décidé d'impulser de nouvelles structures, par exemple les comités de santé pour le choléra".

Depuis déjà plusieurs mois, la population reçoit une formation aux cours d'ateliers où elle apprend à prévenir l'épidémie, à fabriquer le soluté de réhydratation orale et où les difficultés spécifiques d'une communauté peuvent être abordées. Par exemple, dans un hameau éloigné, les paysans ont expliqué qu'ils ne peuvent pas se laver les mains car ils sont persuadés que l'eau donne des rhumatismes. Quelqu'un a suggéré qu'ils devaient donc au moins manger avec une cuillère, mais la plupart des familles n'ont pas les moyens de s'en acheter. La solution a été proposée par une femme de la communauté qui va enseigner aux autres comment tailler des cuillères dans des Calebasses.

Le plan général de la campagne a été calqué sur celui mis en place lors du passage de l'ouragan Joan en 1988. Dans l'ensemble, elle marche bien, même dans les endroits les moins accessibles où toutes les familles ont été intégrées. Déjà, les "maisons-base", postes de santé improvisés chez un habitant où se trouvera le soluté et où l'on devra signaler les malades, sont prêtes à fonctionner.

#### RESOUDRE COLLECTIVEMENT LES PROBLEMES

La prévention du choléra n'est pas la seule expérience positive. Le hameau Alfonso Velasquez avait besoin d'agrandir son école et de construire un poste de santé. Les militants du Mouvement communal et l'association des parents d'élèves ont créé un Comité pour le développement communal qui, avec l'aide de la mairie, s'est mis en contact avec une organisation de solidarité française, France Amérique latine. Grâce à son aide matérielle et à l'envoi de brigadistes, l'école a aujourd'hui trois salles supplémentaires et le poste de santé vient d'ouvrir ses portes avec les instruments essentiels. Deux infirmières françaises sont venues apporter leur contribution, lançant entre autres un petit projet de détection des maladies mentales.

La communauté de Loma de Arriba, quant à elle, a un grave problème d'eau. Les habitants de ce hameau per-

ché sur une colline doivent faire six kilomètres à pied pour atteindre le bourg où ils tirent l'eau et font boire leur bétail. Ils ont décidé de construire un puits mais ils ont besoin d'argent pour acheter la pompe et le groupe électrogène qui la fera fonctionner. La mairie les aide en présentant le projet à des organisations solidaires mais aussi en leur réservant une partie des recettes des fêtes qu'elle organise. Sans attendre, la communauté a commencé à creuser le puits.

On pourrait citer également l'exemple de ce quartier du bourg dont les habitants installent eux-mêmes l'eau dans les maisons, organisant des fêtes pour réunir l'argent destiné à l'achat du matériel. Tous ces projets seraient sans aucun doute plus difficiles à mener sans l'appui d'une municipalité dynamique et de militants sandinistes décidés à agir. Signe d'espoir...

#### RENCONTRES FSLN-SOLIDARITE.

Managua, 4 oct (ANN). Dans le cadre de la discussion qui précède les rencontres entre le FSLN et la solidarité, qui se tiendront les 18, 19 et 20 octobre à Managua, les représentants des comités européens présents au Nicaragua ont publié un texte dans *Barricada Internacional* où ils demandent un dialogue spécifique avec le sandinisme.

"C'est le moment de réouvrir le dialogue entre le FSLN et les organisations de solidarité. Les comités sont l'expression d'un mouvement autonome avec ses propres caractéristiques et ses propres intérêts qui travaille pour la révolution sandiniste car elle est une des expressions les plus avancées du mouvement révolutionnaire international. La solidarité sert dans nos pays à élever le niveau de conscience et à contribuer à la recherche d'une alternative révolutionnaire internationaliste pour nos peuples. C'est pourquoi nous voulons avoir avec le FSLN une relation ouverte, qu'il faut restructurer et redéfinir. Nous considérons qu'il est nécessaire de mener une réflexion sur les erreurs et les faiblesses qui se sont fait jour des deux côtés et de parvenir à une plus grande confiance mutuelle dans notre coopération à venir. La composition des participants aux rencontres d'octobre va au-delà des organisations que l'on pourrait dire de "solidarité politique" et comprend un grand nombre d'organismes qui n'ont pas l'engagement politique avec le FSLN comme motivation principale. Nous assisterons avec plaisir à ces rencontres, mais elles ne seront pas le lieu idéal pour aborder ces questions. Nous considérons que le débat organisé au sein d'espaces plus spécialisés (comités de solidarité, ONG, etc) et plus uniformes d'un point de vue géopolitique (Europe, Etats-Unis, Amérique latine) serait plus fructueux".

## DROITS DE L'HOMME : DROLE DE CHOIX

Managua, 24 sept (ANN). Le gouvernement nicaraguayen vient de nommer au poste de juge à la Cour inter-américaine des droits de l'homme Alejandro Montiel Arguello, qui fut ministre des Relations extérieures de la dictature puis son représentant à l'ONU. Un groupe d'organisations américaines des droits de l'homme a entrepris des démarches auprès de la Commission inter-américaine des droits de l'homme afin qu'elle détermine si A. Montiel Arguello "remplit les conditions pour exercer cette charge".

Le document présenté par ces organisations rappelle que A. Montiel Arguello "a été reconnu internationalement comme le représentant et le défenseur d'un régime universellement condamné pour son manque de respect aux droits de l'homme". Le futur juge a entre autres nié les conclusions d'un rapport de la Commission inter-américaine élaboré en 1978 après une visite au Nicaragua et constatant les atrocités commises par la garde somoziste dans la population civile lors de l'insurrection de septembre. Il avait alors déclaré que ce rapport était une tentative pour diffamer son pays et "une intervention flagrante dans les affaires internes du Nicaragua".

## LE RETOUR DES VAMPIRES?

Managua, 25 sept (ANN). Selon le quotidien *El Nuevo Diario*, une entreprise d'exportation de plasma sanguin a demandé l'autorisation d'opérer au Nicaragua, comme au bon vieux temps de la dictature. La Croix Rouge nicaraguayenne a réagi immédiatement, faisant savoir qu'elle était opposée au retour des "vampires".

Le commerce du sang est un thème très sensible au Nicaragua où Somoza possédait, en association avec un Cubain exilé, Pedro Ramos, une entreprise de ce genre, la Plasmaféris. Les Nicaraguayens y faisaient alors la queue pour vendre leur sang. Pedro Joaquin Chamorro, directeur de *La Prensa*, avait violemment dénoncé dans son quotidien ce commerce immoral et l'on pense que P. Ramos, qui servait de couverture à Somoza, est mêlé à l'attentat qui a coûté la vie à P. J. Chamorro. L'entreprise Plasmaféris avait été une des premières cibles de la population qui y avait mis le feu après avoir appris, le 10 janvier 1978, l'assassinat du journaliste par les sbires du dictateur.

## CUBA ET L'EGLISE

Une entrevue de Carmelo Alvarez, coordinateur du Département oecuménique de Recherche (DEI) au Costa Rica, par Sergio Ferrari.

Managua, 24 sept (ANN). Le théologien Carmelo Alvarez a une connaissance profonde de la réalité cubaine et c'est une position solidaire et fraternellement critique qu'il exprime dans cette entrevue, abordant le thème polémique des relations entre Cuba et les Eglises. Il appelle l'Amérique Latine à se "réapproprier l'expérience cubaine".

*Sergio Ferrari : La contradiction vie-mort ou souveraineté-agression marque chaque jour plus la réalité cubaine. Quelle interprétation faites-vous de cette situation?*

Carmelo Alvarez : Je pense qu'il faut voir le processus cubain dans sa véritable dimension. Ceux qui présument aujourd'hui de la chute de la Révolution perdent de vue un aspect essentiel : cette révolution n'appartient pas seulement au peuple cubain mais à toute l'Amérique latine et aux Caraïbes.

*SF: Pourtant, si comme vous le dites Cuba est la "propriété" de l'Amérique latine, la solidarité du continent n'a pas toujours été à la hauteur.*

CA: En premier lieu, il y a eu un double blocus : l'un imposé à Cuba et l'autre à l'ensemble des pays latino-américains dans leurs relations avec Cuba. Beaucoup de latino-américains sont désinformés et pensent que le chaos et l'anarchie règnent sur l'île. En second lieu, à cause du blocus et de la réalité insulaire même, il existe un blocage des mentalités chez beaucoup de cubains qui se sentent isolés, rejetés. Nous avons constaté cela lors de nos échanges avec les Eglises et d'autres secteurs de la société. Il y a comme un reproche de n'avoir pas été suffisamment solidaires. Nous ne pouvons oublier que la relation avec Cuba, du fait des plans géopolitiques des Etats-Unis, n'est pas simple. La manipulation des relations internationales est une des composantes de l'agression et c'est pour cette raison que parfois, même en Amérique latine, on attend de ce pays qu'il change en fonction des règles du jeu impérialiste et non en accord avec son propre processus.

*SF : Il y a eu des conflits entre la Révolution et les Eglises. Il semble qu'il y ait eu des erreurs des deux côtés.*

CA: Une série de facteurs est entré en jeu. Il faut se rappeler qu'au triomphe de la Révolution, l'Eglise catholique cubaine était l'une des plus hiérarchisées du continent. Cette hiérarchie représentait un véritable pouvoir politique dans la société cubaine. Quant aux églises évangéliques, elles ont vécu plus de 50 ans dans une situation que l'on pourrait dire de captivité théologique et idéologique parce qu'elles étaient très liées à la dynamique des églises étatsuniennes. On a déclaré le socialisme et certains ont été désorientés; d'autres ont voulu identifier l'Évangile à l'idéologie capitaliste qui était la leur. Il est vrai qu'à certains moments, la Révolution a manqué de souplesse, ce qui s'est exprimé à travers certains problèmes domestiques et anecdotiques, telle l'existence de

manuels scolaires très dogmatiques sur la question religieuse. Egalement certains fonctionnaires régionaux et du gouvernement central ont eu une position rigide vis-à-vis des croyances religieuses. Il y a eu une discussion sur l'intégration ou non des croyants dans le parti mais elle est venue bien tard. Je peux dire en tout cas, après 15 ans de relations avec les Eglises cubaines, qu'il y a eu un grand engagement des chrétiens dans la Révolution et que cela n'a pas été assez reconnu. La communication s'est beaucoup améliorée. Il faut se rappeler avant tout que ces Eglises sont cubaines, qu'elles ne sont pas étrangères à la société et je les ai senties légitimement préoccupées par l'avenir du processus cubain.

#### EN BREF

**"LOI CESAR"**. Les députés de l'UNO ont finalement accepté l'annulation de la "loi César" sur la propriété et le veto que la présidence lui avait opposé n'a pas été discuté par l'Assemblée. Des négociations vont être engagées pour élaborer un texte de consensus. Le FSLN souhaite qu'elles se déroulent au plus haut niveau entre les partis politiques et l'exécutif.

**VOL D'ARMES**. Un lot d'armes de guerre (20 missiles terre-air, 640 grenades de mortier et 40 RPG-7) a été volé dans une base militaire proche de Managua. Cinq anciens officiers et un Colombien ont été arrêtés. Selon l'armée, les auteurs du vol avaient essayé de vendre les armes à la guérilla salvadorienne ainsi qu'à la guérilla guatémaltèque et, devant leur refus, les avaient proposées à des Colombiens. L'affaire n'est pour l'instant pas très claire: il semble que les armes ont été proposées à un Colombien, Jorge Monge, qui a dit appartenir au M-19, mais l'ancien mouvement de guérilla colombien a précisé qu'il n'était plus membre de l'organisation. Par contre, le chef des Renseignements de l'armée colombienne est venu enquêter à Managua et son rapport lie l'affaire au trafic de drogue. Pour lui, il ne fait aucun doute que le Nicaragua est un pont utilisé par les barons de la drogue entre les Etats-Unis et la Colombie. Les autorités nicaraguayennes affirment de leur côté qu'il n'existe aucune preuve de cela.

**LE ROLE DE LA CIAV-OEA** continue à ne pas être clair. Un véhicule de cette organisation mise en place pour mener à bien le désarmement de la contra a été arrêté par la police alors qu'il transportait cinq contras dont trois blessés au cours d'un affrontement avec la police près de El Sauce (Esteli). L'un d'entre eux est en outre un délinquant recherché par les autorités pour trois vols à main armée, un viol et des coups et blessures. La fonctionnaire qui conduisait la camionnette n'avait pas l'autorisation écrite du ministère de l'Intérieur pour transporter les blessés.

**DEUX NOUVEAUX GROUPES DE RECOMPAS**. L'un, le "Mouvement armé paysan ouvrier Isabél Velasquez", s'est constitué dans le centre du pays (Mulukuku, Rio Blanco et Bocana de Paíwas) et a précisé que les contras qui ont assassiné des civils dans ce secteur sont son premier objectif. Le second s'est formé dans la Région V et a pris le nom de "Front d'action populaire". Il se proclame le "défenseur de la sécurité et des intérêts populaires". "Nous sommes prêts à vaincre ou à mourir", a déclaré l'un d'entre eux au journal Barricada.

**MANIFESTATIONS**. Les militaires rendus à la vie civile dans le cadre de la réduction des Forces armées ont manifesté le 3 octobre dans les rues de Managua pour demander au gouvernement le respect de ses engagements à leur égard (titres de propriété pour les terrains et les terres qui leur ont été donnés, crédits, création d'emploi etc). Le gouvernement a promis de s'en occuper. Pendant ce temps, des femmes qui ont été licenciées du ministère de l'Intérieur ont entrepris une grève de la faim le 29 septembre pour exiger des terres et des crédits.

**MEDICAMENTS CONTAMINES**. Selon le ministre de la santé Ernesto Salmeron, 60 % des médicaments légalement importés doivent être renvoyés car ils sont contaminés. Certaines pharmacies qui les vendaient malgré cela ont été fermées. Par ailleurs, il y a eu de nombreux vols de médicaments contre le choléra dans les entrepôts du ministère.

**LA JS ENTRE A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE**. La Jeunesse sandiniste (JS) vient d'être acceptée comme membre à part entière de l'Union internationale des jeunes socialistes, organisme de jeunes de l'Internationale socialiste, et a même été élue membre de son Bureau. Il a fallu pour cela qu'elle renonce à son appartenance à la Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique. Son secrétaire général, Henry Petrie, a expliqué que cette dernière est entrée dans une crise profonde après les changements intervenus à l'Est. La JS n'a pas pour autant renoncé à sa nature politique. "Nous avons clairement expliqué que nous sommes une organisation révolutionnaire de gauche d'identité sandiniste. Nous garderons notre propre cadre de relations internationales". La JS maintiendra des relations avec les organisations de la Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique, entre autres les jeunes communistes de Cuba, du Vietnam et de Corée.

**DISETTE**. La sécheresse qui sévit dans la région pacifique a causé la perte d'environ la moitié des cultures et 50 000 familles paysannes souffrent de la faim, selon le dirigeant de l'Union nationale des agriculteurs (UNAG), Daniel Nuñez.

**VIOLENCE POLITIQUE**. La région de Matagalpa et de Jinotega (Région VI) est la plus touchée par la vague de violence politique. Selon le Centre Nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH), une centaine

d'assassinats politiques ont été commis dans cette seule région depuis la fin de la guerre. Selon le CENIDH. La plupart de ces crimes ont été commis en toute impunité et seulement 12 cas font l'objet d'une enquête judiciaire. Ce chiffre représente environ la moitié des crimes politiques commis sur le territoire national.

**MORT DE GREGORIO SELSER** le 27 août à Mexico. Il était entre autres l'auteur du livre "Sandino, général des hommes libres" et "La petite armée folle". Au cours d'une entrevue, le vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra avait demandé à la journaliste Gabriela Selser, fille de l'écrivain: "*Tu es la fille de Don Gregorio?*". "*Oui*", répondit-elle. "*Ton père est coupable de tout cela*". Il lui a alors rappelé comment Humberto Ortega, encore adolescent, et d'autres militants du FSLN distribuait ses livres. Car Gregorio Selser, journaliste argentin, est celui qui a contribué à sortir Sandino de l'oubli. Ses deux filles, Irene et Gabriela, vivent au Nicaragua où elles sont également journalistes.

**TORTURE AU MEXIQUE.** Amnesty International a dénoncé l'usage de la torture par la police mexicaine au cours de ses enquêtes. Le procureur de la République a reconnu le fait.

**PANAMA.** Une vague de grèves et de manifestations organisées par la Coordination panaméenne pour le droit à la vie a secoué le pays au mois de septembre en réponse au plan économique qui prévoit le licenciement de 22 500 fonctionnaires et la privatisation des principales entreprises nationales.

**UN METIER QUI TUE.** La Fédération latino-américaine des journalistes a tenu sa conférence en Colombie au mois de septembre. Elle a fait savoir que 507 journalistes ont été assassinés en Amérique latine depuis 1970.

**IMPRESSUM** Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: José de Jesús Cortés, Patricia Käch et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.  
Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA; DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA; Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

